

« L'ART DE LA GUERRE »

Venezuela, putsch de l'État profond US

par Manlio Dinucci

En définitive, le président Trump s'est aligné sur les ambitions de l'État profond US de destruction du Bassin des Caraïbes. Il a conforté le vice-président Mike Pence et le sénateur Marco Rubio dans leur opération de déstabilisation du Venezuela. Il pourrait aussi soutenir les deux mêmes hommes dans leur projet pour Israël et contre la Syrie.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 29 JANVIER 2019

ITALIANO



Il y a presque un an, le président Trump recevait à la Maison-Blanche le vice-président Mike Pence et le sénateur Marco Rubio venus lui présenter l'épouse d'un leader de l'opposition vénézuélienne. À l'époque, il s'était opposé à toute action de déstabilisation. Aujourd'hui, les même Pence et Rubio ont obtenu son feu vert.

L'annonce du président Trump, qui reconnaît Juan Guaidó comme « président légitime » du Venezuela a été préparée dans une cabine de régie souterraine à l'intérieur du Congrès et de la Maison-Blanche.

C'est ce que décrit en détail le *New York Times* [1]. Principal opérateur, le sénateur républicain de Floride Marco Rubio, « virtuel secrétaire d'État pour l'Amérique Latine, qui conduit et articule la stratégie de l'Administration dans la région », en liaison avec le vice-président Mike Pence et le conseiller pour la sécurité nationale John Bolton.

Le 22 janvier, à la Maison-Blanche, les trois ont présenté leur plan au président, qui l'a accepté. Immédiatement après —rapporte le *New York Times*— « Mr Pence a appelé Mr Guaidó et lui a dit que les États-Unis l'appuieraient s'il réclamait la présidence ».

Le vice-président Pence a ensuite diffusé au Venezuela un message vidéo dans lequel il appelait les manifestants à « faire entendre votre voix demain » et assurait « au nom du président Trump et du peuple américain : *estamos con ustedes*, (nous sommes avec vous) tant que la démocratie ne sera pas restaurée », en définissant Maduro comme « un dictateur qui n'a jamais obtenu la présidence dans des élections libres ».

Le lendemain Trump a officiellement couronné Guaidó « président du Venezuela », bien que celui-ci n'ait pas participé aux élections présidentielles de mai 2018, lesquelles, boycottées par l'opposition qui

savait qu'elle les perdrait, ont donné la victoire de Maduro, sous la surveillance de nombreux observateurs internationaux.

Ces coulisses révèlent que les décisions politiques sont prises aux États-Unis avant tout dans l'« État profond », centre souterrain du pouvoir réel détenu par les oligarchies économiques, financières et militaires. Ce sont elles qui ont décidé de renverser l'État vénézuélien. Celui-ci possède, outre de grandes réserves de minerais précieux, les plus grandes réserves pétrolifères du monde, estimées à plus de 300 milliards de barils, six fois supérieures aux états-uniennes.

Pour se soustraire à l'étau des sanctions, qui vont jusqu'à empêcher le Venezuela d'encaisser les dollars provenant de la vente de pétrole aux États-Unis, Caracas a décidé de coter le prix de vente du pétrole non plus en dollars US, mais en yuans chinois. Manœuvre qui met en danger le pouvoir exorbitant des pétrodollars. D'où la décision des oligarchies états-uniennes d'accélérer les délais pour renverser l'État vénézuélien et s'emparer de sa richesse pétrolifère, nécessaire immédiatement non pas comme source énergétique pour les USA, mais comme instrument stratégique de contrôle du marché énergétique mondial dans une fonction

anti-Russie et anti-Chine.

À cet effet, par des sanctions et sabotages, a été aggravée au Venezuela la pénurie de biens de première nécessité afin d'alimenter le mécontentement populaire. On a intensifié simultanément la pénétration d'« organisations non-gouvernementales » US : par exemple, la National Endowment for Democracy a financé en une année au Venezuela plus de 40 projets sur la « défense des Droits de l'homme et de la Démocratie », chacun avec des dizaines ou centaines de milliers de dollars.

Comme le gouvernement continue à avoir l'appui de la majorité, quelque grosse provocation est certainement en préparation pour déclencher à l'intérieur la guerre civile et ouvrir la voie à une intervention de l'extérieur. Avec la complicité de l'Union européenne qui, après avoir bloqué en Belgique des fonds publics vénézuéliens d'une valeur de 1,2 milliards de dollars, lance à Caracas l'ultimatum (avec l'accord du gouvernement italien) pour de nouvelles élections. Sous le contrôle de Federica Mogherini, celle-là même qui l'an dernier a refusé l'invitation de Maduro d'aller surveiller les élections présidentielles.

Manlio Dinucci

Traduction
Marie-Ange Patrizio

Source
Il Manifesto (Italie)

[1] "Trump takes sharp turn on 'America First' policy", Peter Baker and Edward Long, *The New York Times*, January 26, 2019.

Source : « Venezuela, putsch de l'État profond US », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto (Italie)*, *Réseau Voltaire*, 29 janvier 2019, www.voltairenet.org/article204939.html